
Le 18-04-2022

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Pas d'illusion à se faire. Macron s'il est élu par ses opposants du premier tour au nom de la défense de la République et de la démocratie ne sera pas le « sauveur de la République ». Il continuera de

façon obscène à en être le fossoyeur.

Au second tour de l'élection présidentielle, le 24 avril, le Pardem, membre de la Coordination nationale « Boycott présidentielle 2022 », appelle les citoyens à ne pas choisir entre la peste et le choléra. Le boycott de la présidentielle doit s'amplifier (abstention, blanc ou nul) pour priver de légitimité celui ou celle qui sera élu. Puis les élections législatives offriront l'occasion de sortir du piège en privant le président/e élu/e de majorité parlementaire. Ensuite il faudra sérieusement construire les bases d'un changement de système.

Les résultats du premier tour donnent le poids politique réel de chaque candidat. Macron et Le Pen, à eux deux, ne représentent qu'un peu plus d'un tiers du corps électoral (36,7 % des inscrits et 17,8 millions de voix sur 48,7 millions d'inscrits). Pas tout à fait d'ailleurs, car cette élection montre que le vote utile a gonflé les scores de Macron, Le Pen et Mélenchon au détriment des autres candidats. Ce mode électoral démontre son caractère totalement anti-démocratique. Car si 17,8 millions de citoyens ont voté pour ces deux personnages, plus de 30 millions n'en veulent pas (30,9 millions). Et c'est pourtant entre ces deux candidats qu'il faudrait choisir au second tour ! Disposant d'une faible légitimité après le premier tour, Monsieur Macron est devenu le candidat commun à messieurs Jadot et Roussel et à mesdames Péresse et Hidalgo... Quant à Monsieur Mélenchon, il a annoncé « pas une voix pour Marine Le Pen » mais s'est bien gardé ajouter « pas une voix non plus pour Emmanuel Macron »...

Il ne peut pas y avoir de « en même temps »...

En appelant à voter Macron, ces dirigeants politiques, rejoints par des syndicats et des associations, lui accordent le statut de « sauveur de la République » et ainsi une légitimité indue. Seront-ils crédibles quand il s'agira de mobiliser massivement contre sa politique néolibérale radicale et son acharnement à détruire la nation et la citoyenneté ? Ceux qui auront appelé à voter Macron, ceux qui auront mis un bulletin dans l'urne à son nom seront-ils vraiment dans la rue et ou en grève pour faire barrage à la poursuite de l'offensive macronienne contre la Sécurité sociale, les droits sociaux (dont la retraite à 65 ans), le système de santé public, l'éducation nationale, les services publics, l'emploi, les salaires et l'environnement... ? Que croient-ils pouvoir obtenir dans cette configuration absurde qui consiste à mettre au pouvoir son bourreau et dénoncer ensuite les tortures qu'il inflige ? Rappelons que la messe est déjà dite dans ce cas de figure puisque durant le quinquennat 2017-2022, les seuls qui ont déstabilisé le pouvoir ont été les Gilets jaunes !

Au second tour, ni peste ni choléra, pas une voix pour Macron, pas une voix pour Le Pen !

Nous appelons à la mobilisation populaire pour les législatives, et notamment les abstentionnistes, pour empêcher Macron ou Le Pen d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Nous invitons les 13 millions d'abstentionnistes à faire irruption aux législatives pour montrer que leurs voix sont déterminantes et peuvent porter un sérieux coup au scénario programmé par les puissants et les politiciens.

Ainsi, un fort boycott au second tour de la présidentielle, suivi d'une forte mobilisation en faveur de candidats citoyens et constituants aux législatives, là où ils se présenteront ou, à défaut, un vote massif pour un candidat s'opposant frontalement, dans les actes, aux politiques néolibérales, antisociales et antidémocratiques peuvent priver Macron ou Le Pen de majorité à l'Assemblée nationale. Le président ou la présidente sera alors contraint de nommer un Premier ministre d'opposition qui formera un gouvernement. La cohabitation entravera le projet mortifère présidentiel. Non seulement cela rendra impossible son action gouvernementale mais cela rétablira l'Assemblée dans son rôle législatif plus près de la représentation du peuple. Une nouvelle étape sera ouverte, favorable à un nouveau rapport de forces dans et hors les murs du Parlement.

Avec les 13 millions d'abstentionnistes de la présidentielle, l'heure est à réinstaurer le peuple comme corps politique autonome. Un Bloc populaire peut se constituer pour affronter le Bloc oligarchique et le battre.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire